

**Conseil économique et social**

Distr. générale  
4 avril 2014  
Français  
Original : anglais/français

**Comité chargé des organisations  
non gouvernementales**  
**Reprise de la session de 2014**  
19-28 mai et 6 juin 2014

**Rapports quadriennaux pour la période 2009-2012  
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,  
en application de la résolution 1996/31 du Conseil  
économique et social, par les organisations  
non gouvernementales dotées du statut consultatif  
auprès du Conseil**

**Note du Secrétaire général**

**Additif**

**Table des matières**

	<i>Page</i>
1. Réseau mondial des personnes vivant avec le sida . . . . .	2
2. New Zealand Family Planning Association . . . . .	4
3. Peace Child International . . . . .	6
4. Servitas Cameroon . . . . .	8
5. Unión de Asociaciones Familiares . . . . .	11
6. WebForce International . . . . .	13
7. Fédération démocratique internationale des femmes . . . . .	14



## **1. Réseau mondial des personnes vivant avec le sida**

### **Statut consultatif spécial : 2005**

#### **Introduction**

Le Réseau mondial des personnes vivant avec le sida (le Réseau mondial) est le seul réseau à l'échelle internationale travaillant avec des personnes vivant avec le VIH par le biais de réseaux nationaux et régionaux indépendants et autonomes implantés sur tous les continents, ainsi que d'autres réseaux incluant ces personnes, comme les réseaux de populations clefs et d'accès au traitement.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'organisation a pour but de renforcer la participation des personnes vivant avec le VIH pour atteindre trois objectifs stratégiques : mobilisation, gestion des connaissances et développement communautaire au niveau mondial. L'objectif est de mener des actions de mobilisation fondées sur des faits pour améliorer la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH.

#### **Changements à signaler**

Le plan stratégique pour 2011-2015, adopté par le Réseau mondial, a débouché sur la restructuration de sa direction, qui comprend désormais des représentants des populations clefs et des organisations partenaires, en plus de ses représentants traditionnels au niveau régional. Ainsi, un groupe plus diversifié de personnes vivant avec le VIH/sida s'impliquera davantage en matière de gouvernance et de programmation de l'organisation.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Le Réseau mondial est conscient de l'importance de travailler avec des organismes des Nations Unies au niveau mondial pour faire en sorte que les expériences des personnes vivant avec le VIH/sida soient intégrées dans les programmes et politiques. Il fournit un soutien technique aux organismes des Nations Unies en aidant les personnes vivant avec le VIH/sida qui participent aux consultations techniques. Il collabore également avec les organismes pour élaborer des lignes directrices en matière de prévention, traitement, soins et soutien relatifs au VIH.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Une délégation du Réseau mondial a assisté à la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le sida (New York, 8 au 10 juin 2011) et a dialogué avec les États Membres et le secteur des organisations non gouvernementales (ONG) lors de réunions parallèles non officielles. Le Réseau a également envoyé un intervenant pour le groupe sur les droits de l'homme et les populations clefs. En outre, il a participé, durant les quatre années couvertes par le présent rapport, au Conseil de coordination du Programme commun ONUSIDA en tant qu'observateur.

#### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

- ONUSIDA : « Santé positive, dignité et prévention » : a) consultation technique : 27 et 28 avril 2009, Hammamet, Tunisie; b) rapport de la

consultation technique : septembre 2009; cadre d'action : publié en novembre 2011; directives opérationnelles : élaborées en 2012, publiées en 2013; « Indice de stigmatisation des personnes vivant avec le VIH » : le Réseau mondial et ONUSIDA font partie du partenariat international qui coordonne cet indice. En 2012, ils ont recruté conjointement un coordonnateur international.

- Organisation mondiale de la Santé (OMS) : le Réseau mondial est en « relations officielles » avec l'OMS depuis 2010, statut confirmé par une évaluation standard en 2012. Le Réseau mondial a participé en tant qu'observateur à un comité consultatif du Département VIH/sida de l'OMS. Il s'est vu confier la mission de consulter les populations de personnes vivant avec le VIH en 2010 et en 2012 en vue de l'élaboration de lignes directrices pour le traitement antirétroviral. Il a fourni un soutien technique tout au long des quatre années lors de réunions sur divers aspects de la prévention, du diagnostic et du traitement du VIH.
- Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) : le Réseau mondial a été membre de l'équipe spéciale interinstitutions sur le lien entre le VIH/sida et la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation. Il a été chargé par le FNUAP d'apporter un soutien aux personnes vivant avec le VIH et par la Communauté internationale des femmes vivant avec le VIH/sida de participer à des forums internationaux.
- Organisation internationale du Travail : le Réseau mondial a participé à l'équipe spéciale interinstitutions sur les politiques et programmes en matière de VIH sur le lieu de travail et l'engagement du secteur privé, ainsi qu'à la campagne « Objectif : zéro sur notre lieu de travail ».
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) : le Réseau mondial a organisé, avec l'UNESCO, une consultation sur les besoins éducatifs des jeunes vivant avec le VIH à Paris, en décembre 2010. Ils ont également publié conjointement un document intitulé « Positive learning : meeting the needs of young people living with HIV (YPLHIV) in the education sector » (apprentissage positif, répondre aux besoins des jeunes vivant avec le VIH dans le secteur de l'éducation) en 2012.
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) : le Réseau mondial a coorganisé la seconde consultation mondiale sur la fourniture de services pour les adolescents vivant avec le VIH (24 au 28 mai 2010). Il est membre de l'équipe spéciale interinstitutions sur le VIH et les jeunes et a présidé son comité directeur en 2010 et 2011. Il a participé à la planification stratégique mondiale de la prévention de l'UNICEF en 2011.
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) : le Réseau mondial a été membre du groupe consultatif technique de la Commission mondiale sur le VIH et le droit (2010-2012).

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Le Réseau mondial concentre ses activités exclusivement sur le VIH et les questions connexes. Il adopte une approche multisectorielle dans son action contre le VIH, œuvrant pour la réalisation de nombreux objectifs du Millénaire pour le développement. Il fait en sorte que les personnes vivant avec le VIH soient actives

dans la lutte contre le VIH/sida pour atteindre l'objectif 6 du Millénaire pour le développement (Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies). Par le biais du cadre d'action Santé positive, dignité et prévention, le Réseau mondial préconise une approche holistique qui comprend la réduction de la pauvreté (objectif 1), l'égalité pour les femmes vivant avec le VIH (objectif 3) et des grossesses à moindre risque sans nouvelles infections des bébés (objectifs 4 et 5). La lutte contre le VIH/sida sera incomplète si elle ne réalise pas la majeure partie, si ce n'est la totalité, des objectifs du Millénaire pour le développement.

## **2. New Zealand Family Planning Association**

### **Statut consultatif spécial : 2005**

#### **Introduction**

New Zealand Family Planning Association est une ONG fondée en 1936 qui assure des services cliniques, éducatifs et en matière de choix des orientations afin que la santé et les droits sexuels et procréatifs de tous soient garantis.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'Association est la seule organisation spécifiquement axée sur la santé et les droits sexuels et procréatifs en Nouvelle-Zélande. Elle œuvre pour la promotion de la santé et des droits en matière de sexualité et de procréation et permet aux individus d'entretenir des rapports sexuels fondés sur le respect et de créer des familles saines et épanouies. S'appuyant sur sa longue histoire et sa solide réputation d'expertise technique en matière de services cliniques et promotion de la santé, l'organisation œuvre pour faire progresser le programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement dans les îles du Pacifique.

Le programme de l'Association aide les organisations partenaires dans le Pacifique à fournir des informations et des services de qualité à leurs communautés. Par son action de sensibilisation, elle vise à créer des environnements favorables, élaborer une politique efficace et garantir un financement suffisant pour les priorités en matière de santé sexuelle et procréative. Elle mène une recherche quantitative et qualitative dans la région afin d'établir une solide base de données pour la sensibilisation et les programmes.

#### **Changements à signaler**

L'unité Family Planning International est devenue Family Planning International Programmes afin de refléter davantage le fait qu'elle fait partie intégrante de l'Association.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Family Planning International Programmes a été fondée pour réaliser les objectifs de développement adoptés au niveau international, en particulier le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et les objectifs du Millénaire pour le développement. L'Association a contribué à l'examen périodique universel de la Nouvelle Zélande pour le Conseil des droits de l'homme et aux rapports soumis dans le cadre de la Convention sur

l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Commission de la condition de la femme et la Commission de la population et du développement.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

- Commission de la population et du développement, quarante-troisième session, 12 au 16 avril 2010, New York. Observations à la Commission des droits de l'homme de Nouvelle-Zélande, 2010, Wellington, soulignant l'importance de la santé et des droits sexuels et procréatifs pour le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Commission de la population et du développement, quarante-quatrième session, 11 au 15 avril 2011, New York. Commission de la population et du développement, quarante-cinquième session, 23 au 27 avril 2012, New York. A assisté en tant que membre de la délégation de Nouvelle-Zélande.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'Association coopère avec le FNUAP de diverses manières. Chaque année, elle reçoit une modeste subvention lui permettant de sensibiliser le public néo-zélandais à l'importance des questions de population et de développement et à assurer des services de secrétariat pour le groupe de parlementaires néo-zélandais sur la population et le développement. Elle participe régulièrement à des réunions régionales parrainées par le FNUAP et le Forum asiatique de parlementaires sur la population et le développement.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Family Planning International Programmes a été fondée pour réaliser les objectifs de développement adoptés au niveau international, en particulier le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres accords importants. L'Association mène des activités de plaidoyer et des projets pour aider les organisations partenaires, principalement dans le Pacifique, à fournir des informations et services de qualité à leurs communautés. Les activités de plaidoyer aident à créer des cadres porteurs, à élaborer des politiques publiques efficaces et à s'assurer que les questions de population et de développement, en particulier la santé sexuelle et procréative et les activités de développement international, bénéficient d'un financement adéquat. L'Association mène également des travaux de recherche pour éclairer les responsables de l'élaboration de politiques, en réalisant récemment des analyses coûts-avantages de l'investissement dans les services de planification de la famille.

En pratique, l'Association a mis en œuvre des programmes au Kiribati, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et dans les Îles Salomon. Elle informe et encourage les parlementaires néo-zélandais à prendre des mesures visant à accorder une plus grande place à la population et au développement dans l'aide publique au développement de la Nouvelle-Zélande. Elle veille à ce que les décideurs et les responsables des programmes portent, dans le cadre de leurs activités, un intérêt aux questions de population et de développement. Elle présente au grand public néo-zélandais, aux médias, aux parlementaires, aux décideurs et aux responsables des programmes des informations permettant de leur montrer à quel point la santé

sexuelle et procréative ainsi que les questions de population et de développement sont essentielles à la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international.

### **3. Peace Child International**

#### **Statut consultatif spécial : 1997**

##### **Introduction**

Peace Child International est l'un des plus grands réseaux d'organisations dirigées par des jeunes dotés du statut consultatif auprès du Conseil économique et social. Il est intervenu dans plus de 180 pays dans le monde depuis 1980. Dans chacun de ces pays, son but est de faire reconnaître aux gouvernements l'immense contribution que peuvent apporter les jeunes pour les aider à réaliser leurs objectifs généraux en matière de développement durable, d'éducation pour tous, de droits de l'homme, de santé, de développement de l'esprit d'entreprise et de travail indépendant.

##### **Buts et objectifs de l'organisation**

Peace Child International a pour mission d'autonomiser les jeunes en les encourageant, eux et leurs aînés, à exploiter des institutions « cogérées » et des projets en tant que « partenaires égaux », en assumant à part égale la responsabilité des résultats. Les principales activités de l'organisation sont axées sur les questions qui préoccupent le plus les jeunes. Durant la période 2009-2012, il s'agissait de l'emploi des jeunes.

##### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

##### **Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies**

- 2009 : Formation à la mobilisation pour préparer les jeunes à participer à la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Copenhague et élaborer le premier manuel de l'organisation sur la mobilisation des jeunes. Des défenseurs des droits des jeunes de toute l'Europe se sont réunis pour échanger leurs expériences et leurs frustrations en matière de défense des jeunes et ont rencontré différents groupes de pression pour le climat, comme Stop Climate Chaos. La formation a connu des hauts et des bas lors de la quinzième session à Copenhague lorsque les porte-parole de Peace Child International ont demandé aux États Membres de prendre des engagements sérieux sur le changement climatique et ont vu le tout se terminer en catastrophe. L'organisation a également mis en place et géré le Youth Working Group du Ministère du développement international, une organisation de la société civile du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, pour développer les interventions du Ministère en matière d'objectifs du Millénaire pour le développement liés aux préoccupations des jeunes.
- 2010 : Cinquième Congrès mondial de la jeunesse, Istanbul, Turquie : 1 200 jeunes de 154 pays se sont réunis pour évaluer les progrès en matière de

réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et élaborer des mécanismes de suivi et d'évaluation dirigés par les jeunes, opération encadrée par la Banque mondiale. Peace Child International a également produit « Peace Child Alpha Omega », une comédie musicale culturelle sur la consolidation de la paix qui raconte l'histoire de jeunes musulmans, chrétiens, juifs et athées qui tentent de trouver un terrain d'entente sur leurs visions de la vie, de la mort et de la quête du bonheur. Trois représentations ont été données, à Ely Cathedral au Royaume-Uni, au Théâtre russe de Tallinn et au Congrès mondial de la jeunesse à Istanbul.

- 2011 : Préparation pour la Conférence des Nations Unies sur le développement durable : Peace Child International a créé 40 comités préparatoires de jeunes, dans 38 pays, qui ont contribué à leur tour à plus de 120 pages de suggestions au document final « L'avenir que nous voulons ». Elle a rassemblé les représentants de tous les comités préparatoires aux Nations Unies pour présenter leurs souhaits communs quant à l'issue de la Conférence à la Vice-Secrétaire générale du moment, Asha-Rose Migiromi et à la Coordinatrice exécutive de la Conférence, Elizabeth Thompson. L'organisation a également publié une seconde édition de son manuel de sensibilisation, en s'appuyant sur les résultats de la sensibilisation par Internet par rapport à la Conférence.
- 2012 : Conférence des Nations Unies sur le développement durable : des délégués de 120 pays ont adopté 20 solutions au défi de la durabilité et, faisant écho à l'action de Martin Luther en 1517, les ont clouées sur les portes du Rio Centro, espérant lancer une réforme des politiques de durabilité au XXI<sup>e</sup> siècle.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

- Quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
- Réunions des comités préparatoires et de la Commission sur le développement durable pour la Conférence des Nations Unies sur le développement durable
- Conférence des Nations Unies sur le développement durable : Peace Child International a accredité à la Conférence plus de 350 jeunes qui sont sortis désabusés face à l'incapacité des États Membres à faire le moindre progrès par rapport aux engagements de 1992.
- L'organisation a assisté à la session de participation de London Youth au Groupe de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015, où elle a impressionné les membres du groupe avec sa stratégie pour la création d'une économie verte.

#### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Peace Child International a coopéré avec les entités suivantes :

- L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel sur un programme de création d'emplois pour les jeunes en Afrique occidentale;
- L'UNESCO sur une édition interactive de la Peace Child Musical à leur Forum mondial de la jeunesse – 2011 et une édition jeunesse du Rapport de suivi sur l'éducation pour tous de 2012;

- Le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le PNUD et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains pour contribuer au lancement du programme pour la jeunesse d'ONU-Habitat;
- Les Nations Unies pour créer un événement à Istanbul pour l'Année internationale de la jeunesse. Peace Child International a également assisté à la réunion connexe de l'Assemblée générale en juillet 2011.

#### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'action de Peace Child International contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement; toutefois sa mission d'autonomiser les jeunes a été compromise par la déclaration du directeur de campagne des objectifs du Millénaire pour le développement. En effet, ce dernier a dit aux jeunes membres de l'organisation que le rôle consistait uniquement à faire pression sur les gouvernements pour qu'ils agissent, et non à agir eux-mêmes. Ce message profondément déresponsabilisant a mis un terme à la participation directe de l'organisation à la campagne sur les objectifs du Millénaire pour le développement.

### **4. Servitas Cameroon**

#### **Statut consultatif spécial : 2009**

##### **Introduction**

Servitas Cameroon, connu aussi comme Servitas, est représenté dans huit pays africains à travers des organisations relais.

##### **Objectifs**

Servitas a pour objectifs : encourager la participation des femmes dans la gouvernance à tous les niveaux; accorder aux femmes un statut égal de participation dans tous les secteurs d'activités; faciliter l'intégration des couches défavorisées à la restructuration de la société; promouvoir le respect des droits de l'homme et la défense des victimes et des opprimés; et amener les femmes à œuvrer pour la protection de l'environnement.

##### **Changements à signaler**

Servitas a été le point focal de la campagne « GEAR » (Gender Equality Architecture Reform) pour les pays francophones en Afrique depuis avril 2009. L'implication de Servitas dans cette importante campagne a permis de l'étendre au travers de son réseau à huit pays africains en plus du Cameroun : le Bénin, le Burkina Faso, le Congo, le Mali, le Niger, la République démocratique du Congo, le Sénégal et le Tchad. Cette implantation a permis à l'assemblée générale de Servitas, lors de ses dernières assises en décembre 2012, de faire de cette organisation une organisation sous-régionale, décision qui a pris officiellement effet au cours de la réunion préparatoire de la restitution des travaux de la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme.



## Contribution à des activités des Nations Unies

En 2009 :

- Servitas a fait un état des lieux sur la connaissance des associations féminines nationales camerounaises des travaux des Nations Unies sur les questions des femmes, ainsi que sur la campagne GEAR en cours. Ceci s'est fait au travers de quatre ateliers d'informations et d'échanges (deux en zones urbaines et deux en zones rurales);
- Appuyé par des associations féminines africaines, Servitas a mené une campagne de sensibilisation et plaidoyer auprès de 10 gouvernements de pays africains francophones sur la nécessité de la réforme qui a donné naissance à l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes). Célébration du quinzième anniversaire de la ratification de la CEDAW par le Cameroun en collaboration avec deux associations de femmes et avec l'appui de la délégation de Douala 1<sup>er</sup> du Ministère de la promotion de la femme et de la famille, Servitas a organisé un séminaire/atelier à cet occasion à Douala.

En 2010 :

- L'ONG a organisé des sessions d'informations et de préparation sur la CSF et sa cinquante-quatrième session au travers de deux rencontres en zone urbaine (Yaoundé) et rurale (Edéa). Suite du plaidoyer sur la création d'une nouvelle entité onusienne pour les femmes à travers divers rencontres nationales, sous-régionales et internationales. Décennie de la femme africaine : une rencontre nationale sur les violences liées au genre et célébration de la Journée de la femme africaine, 31 juillet à Douala; activité en zone rurale (Bangoulap) sur le renforcement de la capacité des femmes à s'impliquer dans leur collectivité villageoise pour une meilleure prise en compte de leurs préoccupations.

En 2011 :

- Servitas a organisé deux rencontres, à Loum et Limbé, pour informer et sensibiliser les associations de femmes de la base sur les objectifs et l'importance des consultations menées par ONU-Femmes pour l'élaboration de son plan stratégique. Ces rencontres ont permis de collecter des informations que l'organisation a rapportées à ONU-Femmes en 2011 et 2012 à travers différentes réunions de la réforme GEAR à New York et une rencontre avec la Directrice exécutive d'ONU-Femmes, M<sup>me</sup> Michelle Bachelet. Décennie de la femme africaine : deux causeries éducatives en zone rurale (Foutouni et Kribi) et une table ronde en zone urbaine sur le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme en Afrique (Protocole de Maputo), organisé par Servitas à Douala.

En 2012 :

- Préparation de la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme avec trois rencontres en zone rurale (Penja, Foumbot et Kékem). Contribution active au séminaire national de formation en genre et gouvernance démocratique organisé par l'Association des femmes africaines pour la recherche et le développement – Cameroun, à Yaoundé. Coorganisation d'une conférence internationale sur la parité à Douala au travers de la plateforme « Ensemble pour la parité », qui plaide pour l'institutionnalisation de la parité dans ce pays.

**Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

- Participation régulière et active de nos déléguées aux assises de la Commission de la condition de la femme à New York : cinquante-troisième session (2 au 13 mars 2009); examen après 15 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (1<sup>er</sup> au 12 mars 2010); cinquante-cinquième session (22 février au 4 mars et 11 mars 2011) et cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme (27 février au 15 mars 2012). Servitas a également été membre d'un panel dans plusieurs événements parallèles de la GEAR (mars 2010, mars 2011, 28 juin 2011 et mars 2012) et participé à des réunions de l'Internationale socialiste des femmes, du Réseau des femmes africaines pour le développement et la communication et de l'Association des femmes africaines pour la recherche et le développement les 22, 24 et 28 février et 2 mars 2011 à New York. Participation au Conseil d'administration d'ONU-Femmes comme observateur le 24 janvier 2011 à New York (voir ONU-Femmes : Vision et plan d'action sur 100 jours : document d'information résumé). Participation aux rencontres organisées par ONU-Femmes Cameroun en collaboration avec d'autres agences des Nations Unies, les pouvoirs publics et la société civile au Cameroun, dont voici quelques exemples :

a) 7 juin 2012, Yaoundé : atelier de validation du plan stratégique sur le genre et les élections au Cameroun (élections Cameroon/PNUD/ONU-Femmes);

b) 13 septembre 2012, Yaoundé : réunion de concertation sur la mise en place du Groupe consultatif de la Société Civile au Cameroun par ONU-Femmes;

c) 31 octobre 2012, Yaoundé : réunion du Groupe consultatif mondial de la société civile pour s'attaquer aux inégalités dans le cadre du programme de développement pour l'après 2015; et

d) 5 et 6 novembre 2012, préparation régionale à Nairobi du Comité ad hoc de la société civile africaine en vue de la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme.

**Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Servitas fait partie des membres sélectionnés par ONU-Femmes pour le Groupe consultatif sur la société civile camerounaise. Il est également membre du comité ad hoc de planification des organisations africaines pour faciliter le processus de création des ONG participant aux travaux de la Commission de la condition de la femme pour l'Afrique.

**Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

- Le 15 octobre 2010, Servitas a organisé un séminaire/atelier en zone rurale, à l'ouest du Cameroun, sur l'intérêt du travail en réseau pour les femmes cultivatrices. Cinquante-deux responsables d'associations de femmes rurales ont bénéficié d'une formation pour renforcer leurs capacités de production et d'écoulement de leurs produits vivriers en cette Journée internationale de la femme rurale (objectif 1 des objectifs du Millénaire pour le développement). Les 15 octobre 2009, 2011 et 2012, les membres de Servitas se sont joints aux

différentes manifestations officielles, organisées par les pouvoirs publics sur l'ensemble du territoire national (défilés, expositions, tables rondes, foires gastronomiques). Les 25 novembre 2010, 2011 et 2012, Servitas Cameroon, en collaboration avec d'autres organisations locales, a célébré cette Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes par des actions de sensibilisation à l'endroit de la population : manifestation publique et marche sportive impliquant plus de 350 femmes, le port des vêtements de couleur orange par des femmes pour se rendre dans nos différentes églises (20 femmes pour 10 grandes églises dans les 10 régions du pays) (objectif 1). À l'occasion de la journée mondiale de l'eau, le 22 mars 2012, Servitas a organisé une causerie éducative sur la question de comment avoir une eau potable à l'endroit des habitants et en particulier des femmes au foyer de quatre quartiers défavorisés de la ville de Douala, dont une grande majorité utilise les eaux de pluie et des puits au quotidien (objectifs 6 et 7). Pour la Journée internationale de la femme, le 8 mars, Servitas a contribué aux activités organisées par les pouvoirs publics camerounais à l'occasion de cette célébration, ses membres étant invités comme personnes ressources pour des conférences et tables rondes. De même, il a pris part aux événements parallèles et manifestations organisées à New York pendant des sessions de la Commission de la condition de la femme. Ceci a été le cas les 4 mars 2009, 3 mars 2010, 25 février 2011 et 1<sup>er</sup> mars 2012. En dehors de ces célébrations, Servitas travaille constamment à la réalisation de l'objectif 3 des objectifs du Millénaire pour le développement, vers l'atteinte de l'égalité entre hommes et femmes, en sensibilisant les femmes, les pouvoirs publiques et les partis politiques à la nécessité de voir plus de femmes candidates et élues aux prochaines élections municipales, législatives et sénatoriales prévues en 2013 au Cameroun.

## **5. Unión de Asociaciones Familiares**

### **Statut consultatif spécial : 2005**

#### **Introduction**

Unión de Asociaciones Familiares est une organisation à but non lucratif qui œuvre pour la promotion des droits et du bien-être des familles en Espagne depuis 1988.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'association défend les intérêts et les droits des familles, relayant leurs principales préoccupations auprès des institutions et favorisant des avancées en matière de politique familiale. En tant que pionnier dans le domaine de la médiation familiale, l'organisation propose divers services et formation et organise un large éventail de manifestations afin de mieux comprendre la diversité des familles.

#### **Changements à signaler**

Un nouveau conseil d'administration a été élu par l'assemblée générale de l'organisation le 18 juin 2011. Il a ajouté d'importantes organisations à son réseau, notamment la Confédération nationale des personnes sourdes et l'Institut du travail

social et des services sociaux, et prévoit d'ajouter d'autres membres dans les années à venir.

### **Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies**

La principale contribution de l'organisation porte sur les mutilations sexuelles féminines, thème pour lequel elle a organisé en 2012 la première conférence sur la prévention et l'intervention. Cet événement important en Espagne a également été l'occasion pour le directeur de l'équipe du PNUD sur l'égalité des sexes de présenter une communication. Unión de Asociaciones Familiares a également organisé une réunion avec ses membres sur l'échange et la collaboration avec les Nations Unies. L'organisation est un membre actif de l'Organisation mondiale de la famille qui fait office de coordonnateur entre, à la fois, les aspirations et les résultats des familles et le travail réalisé pour eux au niveau de l'Organisation des Nations Unies.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'organisation a assisté à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, organisée par ONU-Femmes en 2010, qui était consacrée à l'examen après 15 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, et a participé aux discussions et échanges d'idées avec d'autres ONG.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

- Unión de Asociaciones Familiares a collaboré activement avec le PNUD, en organisant une conférence sur les mutilations sexuelles féminines.
- Elle a assisté aux réunions d'ONU-Femmes en 2011 pour participer à l'évaluation des actions menées.
- Elle a également assisté à la présentation du « Rapport sur le développement dans le monde 2012 – Égalité des genres et développement » élaboré par la Banque mondiale, afin de communiquer les informations mondiales à ses membres.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

- Objectif 1 (Éliminer l'extrême pauvreté et la faim) : dans le cadre de l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, Unión de Asociaciones Familiares a organisé une conférence sur le thème « Surtout, ce sont des filles et des garçons », en 2010, qui portait sur la pauvreté des enfants en Europe et les stratégies pour la combattre.
- Objectif 2 (Assurer l'éducation primaire pour tous) : l'organisation a participé activement à un groupe d'experts sur l'abandon scolaire et l'éducation des jeunes enfants de la Confédération des organisations familiales de l'Union européenne.
- Objectif 3 (Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes) : l'organisation a mené des actions visant à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes comme conditions essentielles pour améliorer la qualité de vie de tous les membres de la famille. Elle a organisé des

conférences sur la violence sexiste et les mutilations sexuelles féminines et a participé à des conférences sur la réconciliation, les écarts de salaires, le bien-être sexuel, etc.

- Objectif 5 (Améliorer la mortalité maternelle) : l'organisation a élaboré un programme sur le bien-être sexuel pour les populations immigrées, financé par le Ministère espagnol de l'emploi et de la sécurité sociale. Ce programme comprenait des ateliers de formation pour les femmes sur le bien-être sexuel, la procréation, la planification des familles, la maternité, les méthodes de contraception, etc.
- Objectif 6 (Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies) : par le biais du programme susmentionné, l'Unión de Asociaciones Familiares a mené une action de sensibilisation sur le VIH/sida, les infections sexuellement transmises et la prévention dans les populations immigrées.
- Objectif 7 (Préserver l'environnement) : l'organisation a joué un rôle actif dans la promotion de cet objectif, en présentant le programme « Verde te camino verde » comme meilleure pratique lors de la réunion tenue huit ans après le Sommet mondial de la famille. Ce programme visait à sensibiliser un grand nombre de citoyens, en particulier les principaux agents sociaux et politiques susceptibles de promouvoir la mobilité durable en Espagne.

## 6. WebForce International

### Statut consultatif spécial : 2001

#### Introduction

WebForce International est une ONG créée en 1993 obéissant aux lois suisses, et dotée d'un statut consultatif auprès des Nations Unies depuis 2001. L'organisation est membre de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et est spécialisée dans les technologies de l'information et de la communication.

#### Objectifs

Depuis 2003, WebForce International a pris part activement aux deux phases du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI). Sa mission continue est modulée sur les travaux de l'UIT.

#### Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

#### Contribution à des activités des Nations Unies

- « CODETIC Public Points » (« Points de communication du Consortium mondial pour le développement équitable des technologies de l'information et de la communication ») : fournir un accès public aux technologies de l'information et de la communication
- « WebForce local micro-operator points » : développer une microactivité économique basée sur ces technologies

- « WebForce emergency communication points » : mettre à disposition un moyen d'accès aux réseaux de communication en cas d'urgence ou de catastrophe naturelle ou humanitaire, pour compléter notre engagement auprès de l'UIT
- Création d'un centre de recherche virtuel
- Création d'un centre de traduction et d'interprétation délocalisé dans le monde entier
- Offrir des services de communication et télécommunication aux ONG, petites et moyennes entreprises et industries, microentreprises, etc.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

WebForce International participe à la majorité des réunions sur la société de l'information, y compris celles organisées par l'UIT, l'Unesco ou encore le PNUD.

#### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Quatorze projets ont été présentés, dont plusieurs sont détaillés sur différents sites Internet appartenant à WebForce International.

#### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

WebForce International soutient le Pacte mondial.

## **7. Fédération démocratique internationale des femmes**

### **Statut consultatif général : 1969**

#### **Introduction**

La Fédération démocratique internationale des femmes est une organisation internationale fondée en France en 1945, après la seconde guerre mondiale, avec la mission de lutter contre toutes les formes de discrimination et pour l'égalité des droits et la coopération entre les peuples et les nations au service de la paix dans le monde.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

La fédération regroupe 209 organisations nationales de femmes de 103 pays sur 5 continents; elle défend leurs droits de mères, de travailleuses et de citoyennes, et le droit des enfants à la vie, au bien-être, à l'éducation et à la santé. Elle appuie aussi l'égalité des droits, l'accès des femmes au travail justement rémunéré dans tous les secteurs, l'élimination de la discrimination raciale et de la violence de toute nature.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

### **Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies**

Entre 2009 et 2012, l'organisation a publié trois ouvrages. Le premier, sur les femmes marins (janvier 2009) a donné lieu à une étude internationale sur la situation des femmes travaillant en mer et les questions liées à la maternité.

La Fédération a publié trois autres ouvrages en partenariat avec les autorités gouvernementales, Petrobras et un syndicat de travailleurs. Ces ouvrages portaient sur les points suivants : un panorama mondial de l'insertion des femmes dans le monde du travail; le point de vue des dirigeantes de la Fédération, en 2010; la participation des femmes dans le monde du travail, tendances et perspective, en 2011; et les femmes et le monde du travail, en 2011.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Les représentantes ont assisté aux sessions et conférences suivantes aux États-Unis et au Brésil :

2009 :

- Cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme au Siège des Nations Unies (Ney York, 2 et 3 mars 2009). La Fédération a organisé une manifestation parallèle sur la coopération internationale entre les ONG intervenant dans la problématique hommes-femmes, en collaboration avec la Mission permanente du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies;

2010 :

- Cinquante-quatrième session de la Commission (New York, 1 au 12 mars 2010). La Fédération a organisé, le 10 mars, une manifestation parallèle sur l'examen après 15 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Plan d'action de Beijing, la crise économique et l'accès des femmes au marché de l'emploi;
- Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, onzième session de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes (Brasilia, 13 au 16 juillet 2010);

2011 :

- Cinquante-cinquième session de la Commission (New York, 22 février au 4 mars 2011). La Fédération a organisé, le 4 mars, une manifestation parallèle sur les femmes et l'emploi : coopération internationale comme facteur d'intégration et de paix;

2012 :

- Cinquante-sixième session de la Commission (New York, 27 février au 9 mars 2011).

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Des représentants d'Angola, du Mozambique, de Cabo Verde, du Sénégal, de la Guinée-Bissau et du Zimbabwe ont participé à la manifestation intitulée « SOS Africa » (São Paulo, Brésil, 30 novembre 2009) pour encourager la participation des jeunes femmes dans la société et contribuer à surmonter les inégalités sociales et économiques.

**Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

La Fédération a contribué aux objectifs 1, 3 et 6, à Campinas (Brésil), en organisant, le 1<sup>er</sup> décembre 2009, un séminaire international sur les conférences de 2010 de la Fédération démocratique internationale des femmes et de l'Organisation des Nations Unies. Le 16 décembre 2010, la Fédération a organisé un séminaire international, à Maputo, sur les femmes, la santé et le sida : réalisations et défis. Finalement, elle a organisé, le 3 février 2012 à Lisbonne, une conférence internationale sur la traite des femmes.

---